



Bruxelles, le 16.08.2022

VOIE ELECTRONIQUE

Division : Autorisations et partenariats
Contact : DE MEESTER DE RAVESTEIN Diane
Tél. : 02/563.41.79
E-mail : permit_agr@environnement.brussels
N° de dossier : AGR/ EPS/001132200
Introduit à BE le : 29/03/2022
N/Réf. : 16.08.2022/BE/AUT/ AGR/ EPS/001132200/
bwillocx/ddemeester/

WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A.

A l'attention de France DELEU

Gorislaan, 49 / 3

**1820 STEENOKKERZEEL
BELGIQUE**

Concerne : Demande d'agrément en tant qu'expert en pollution du sol de WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A. (AGR/ EPS/001132200).

NOTIFICATION D'OCTROI D'AGREMENT

Madame,

Nous avons l'honneur de vous notifier la décision du 10/08/2022 prise par Bruxelles Environnement vous octroyant l'agrément en tant qu'expert en pollution du sol pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Cet agrément est valable pour une période de 7 ans prenant cours à la date d'échéance de l'agrément octroyé en vertu de la décision du 21/11/2012 (c'est-à-dire le 20/11/2022) et porte le numéro AGR/ EPS/001132200.

Nous vous invitons à lire attentivement la décision ci-jointe. En annexe vous trouvez également un extrait du registre de votre agrément. Ce document n'a aucune valeur juridique, mais il reprend les éléments importants de votre dossier. Tout changement d'un de ces éléments doit immédiatement nous être notifié.

Nous attirons votre attention sur le fait que vous êtes tenu de nous envoyer les documents énumérés ci-dessous à **Bruxelles Environnement – Division Autorisations et partenariats** :

	Délai	Documents
TOUS LES ANS		
Art. 7	Chaque année, à la fin du mois de janvier	Un rapport annuel mentionnant toute modification d'un des éléments du dossier de base, depuis la dernière notification ainsi que la liste des formations suivies, conformément à l'article 20 de l'arrêté du 07/10/2021 relatif à l'agrément des experts en pollution du sol et à l'enregistrement des entrepreneurs en assainissement du sol
IMMEDIATEMENT EN CAS DE ...		
Art. 6	Modification d'un élément du dossier (nom de l'entreprise, adresse, personnes actives dans le cadre de l'agrément, contrat d'assurance,...)	Description de la modification + nouvelles données

BRUXELLES ENVIRONNEMENT | LEEFMILIEU BRUSSEL



Ces documents sont à communiquer par voie électronique à l'adresse permit_agr@environnement.brussels

Nous voulons attirer votre attention sur le fait que le non-respect des conditions d'agrément peut mener à une éventuelle procédure de suspension ou de retrait de votre enregistrement (vous empêchant effectivement d'exercer ces activités).

Par ailleurs, nous vous rappelons qu'en cas de désaccord avec cette décision, un recours est ouvert à tout intéressé auprès du Collège d'Environnement, bâtiment Arcadia, Mont des Arts, 10-13, 1000 Bruxelles. Vous disposez d'un délai de trente jours à dater de la présente notification pour l'introduire par lettre recommandée.

Pour toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir, nous vous prions de vous adresser directement à l'agent en charge de votre dossier. Vous trouverez dans l'en-tête les informations (numéro de dossier, coordonnées de l'agent traitant) concernant cette procédure. Pour augmenter la rapidité de traitement de vos courriers, nous vous prions d'y rappeler chaque fois votre numéro de dossier.

Nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de notre considération.



Signature digitale par
Benoit Willocx
16 août 2022 17:44

Benoît WILLOCX
Directeur de la division
Autorisations et Partenariats

*Annexes : Décision du 10/08/2022
Extrait du registre de l'agrément*

Décision de Bruxelles Environnement octroyant à WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A. l'agrément en tant qu'expert en pollution du sol

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment les articles 74 à 78 ;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, dénommée ci-après « Ordonnance Sol » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 2021 relatif à l'agrément des experts en pollution du sol et à l'enregistrement des entrepreneurs en assainissement du sol, dénommé ci-après « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 novembre 2012 portant agrément en tant qu'expert en pollution du sol de WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A. en Région de Bruxelles-Capitale, dénommé ci-après « la décision du 21 novembre 2012 » ;

Vu la demande de renouvellement de l'agrément en tant qu'expert en pollution du sol, introduite à Bruxelles Environnement (en abrégé BE), le 29/03/2022, par WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A. (numéro d'entreprise 0456835455), dénommé ci-après « le demandeur » ;

Vu l'avis du 02/05/2022 des services concernés de BE ;

Vu l'avis de réception de dossier complet du 04/05/2022 ;

Considérant les constats dans l'avis du 02/05/2022 des services concernés de BE mentionnant que :

- les rapports introduits à BE par le demandeur entre le 2 mai 2020 et le 2 mai 2022 ont un score moyen de 3,48 ; et que ce score est inférieur de 0,59 par rapport au score moyen de l'ensemble des experts en pollution du sol agréés en région de Bruxelles-Capitale sur cette même période, qui est de 4,07 ;
- le demandeur a reçu 1 motif d'avertissements pour les rapports introduits entre le 2 mai 2020 et le 2 mai 2022 ;
- « la décision du 21 novembre 2012 » n'a fait l'objet d'aucune suspension entre le 2 mai 2020 et le 2 mai 2022 ;

Considérant que les constats des services concernés de BE sont pertinents, notamment en vue de l'évaluation des compétences dont doit disposer le demandeur, et qu'il convient d'en tenir compte ;

Considérant que le demandeur remplit les conditions de l'article 5 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Considérant que le demandeur dispose des compétences spécifiques à l'agrément en tant qu'expert en pollution du sol requises à l'article 6 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Considérant que le demandeur dispose des moyens techniques et informatiques nécessaires pour exécuter les missions dans le cadre de son agrément requis à l'article 8 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Considérant que le demandeur dispose des moyens financiers suffisants pour exécuter les missions dans le cadre de son agrément requis à l'article 9 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Considérant que le demandeur dispose d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité professionnelle au titre d'expert agréé en pollution du sol requis par l'article 9 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 » ;

Considérant qu'il résulte de l'analyse du dossier de demande qu'il est nécessaire de réduire la durée de l'agrément. Cette réduction permettra d'évaluer à l'échéance de l'agrément les activités effectuées par le demandeur ;

Décision

I. AGREMENT

Article 1er.

§ 1er. L'agrément en tant qu'expert en pollution du sol est octroyé à WITTEVEEN+BOS BELGIUM S.A. (numéro d'entreprise 0456835455), pour un durée de 7 ans.

Art. 2.

Cette décision entre en vigueur à la date d'échéance de l'agrément octroyé en vertu de « la décision du 21 novembre 2012 » (c'est à dire le 20 novembre 2022).

Art. 3.

L'agrément porte le numéro AGR/ EPS/001132200.

II. CONDITIONS PARTICULIERES

Art. 4.

§1. L'agrément est octroyé sans conditions particulières.

III. CONDITIONS GENERALES

Art. 5.

Le titulaire d'agrément est tenu de respecter la législation en vigueur et les Codes de bonne pratique lors de l'exécution des missions dans le cadre de son agrément.

Art. 6.

§ 1. Pour exécuter les missions dans le cadre de son agrément, le titulaire de ce dernier dispose d'un dossier d'agrément à jour.

Tout changement d'un des éléments de ce dossier doit être notifié à BE par le titulaire de l'agrément et doit être approuvé par BE. Ceci comprend notamment un changement dans les personnes reprises dans le dossier d'agrément.

Pour rappel, le dossier d'agrément inclut toutes les personnes exécutant les missions dans le cadre de cet agrément, en ce compris les personnes à disposition du titulaire d'agrément par voie de sous-traitance.

§ 2. Le titulaire de l'agrément ne peut exécuter les missions dans le cadre de cet agrément que s'il répond aux exigences de « l'arrêté du 7 octobre 2021 », en particulier concernant les compétences exigées reprises aux articles 6 et 7 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 ».

Art. 7.

Chaque année, à la fin du mois de janvier, le titulaire de l'agrément transmet à BE un rapport annuel mentionnant toute modification d'un des éléments du dossier de base, depuis la dernière notification de modification. Si la situation est restée inchangée depuis la dernière notification de modification, l'expert agréé l'indique également.

Simultanément à la transmission du rapport annuel, le titulaire de l'agrément transmettra la liste des formations suivies, conformément à l'article 20 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 ».

Cette liste reprend au minimum les éléments suivants :

- les coordonnées de l'organisme de formation ;
- l'intitulé de la formation ;

- la durée de la formation ;
- le(s) domaine(s) de la formation (selon les domaines décrits dans l'article 20 de « l'arrêté du 7 octobre 2021 ») ;
- le (les) nom(s) de la (des) personne(s) ayant suivi la formation ;
- la date et signature de l'attestation.

A cette liste est ajoutée, une déclaration sur l'honneur du titulaire de l'agrément d'assurer en interne une formation équivalente pour l'ensemble des personnes exécutant les missions et n'ayant pas suivi la formation en externe.

Art. 8.

§1. Le titulaire de l'agrément transmet les données techniques via la plateforme électronique de BE et respecte les règles d'encodage en vigueur.

§2. Le titulaire de l'agrément respecte les règles en vigueur en matière de cotation des prestations fournies aux détenteurs d'obligations.

§3. Dans le cas où le titulaire de l'agrément ne respecte pas les conditions reprises aux paragraphes 1 et 2 de cet article, il peut être puni de la peine prévue à l'article 31, § 3, b), du Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale.

III. DISPOSITIONS FINALES

Art. 9.

Tous les actes, factures, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanant du titulaire de l'agrément contiennent la mention de son agrément, son numéro et sa durée.

Art. 10.

L'agrément ne peut être cédé à un tiers. Il est lié à une personne physique ou morale, à savoir le titulaire de l'agrément.

Art. 11.

L'agrément peut, à tout moment, être suspendu ou retiré si le titulaire de l'agrément :

- ne remplit plus les conditions d'agrément ;
- fournit des prestations pour des activités soumises à l'agrément pour lesquelles il n'est pas agréé ;
- fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante.

Art. 12.

L'agrément peut être renouvelé. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite au plus tôt 1 an et au plus tard 6 mois avant sa date d'expiration, faute de quoi elle sera irrecevable.

Art. 13.

Cette décision est publiée par extrait au Moniteur belge.

Bruxelles, le

Au nom de Bruxelles Environnement,



Signature digitale par
Benoit Willocx
10 août 2022 14:09



Digitaal ondertekend door
Barbara Dewulf
10 augustus 2022 14:50

Benoît WILLOCX

Directeur général adjoint ad interim

Barbara DEWULF

Directrice générale ad interim